

**PRESTATIONS DE LOCATION, ENTRETIEN DE
FONTAINES À EAU
RELIÉES AU RÉSEAU D'EAU POTABLE**

Procédure adaptée en application des dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique

Type de marché

Fournitures courantes et services

Référence du marché

2026-002-DBE

Pouvoir adjudicateur

Comédie-Française
1 Place Colette
75001 Paris

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme et montant du marché.....	4
1.3 Durée du marché.....	4
1.4 Décomposition du marché	4
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 3 : PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 5 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	6
5.1 Contenu des prix.....	6
5.2 Révision des prix.....	6
5.4 Modalités de règlement	7
5.4.1 Acomptes et paiements partiels et définitifs	7
5.4.2 Contenu des demandes de paiement	7
5.4.2.1 Remise de la demande de paiement	7
5.4.2.2 Facturation électronique.....	8
5.4.3 Délai de paiement	8
5.4.4 Retenue de garantie	8
5.4.5 Avance	8
ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE.....	8
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES.....	9
7.1 Forme des notifications et informations.....	9
7.2 Représentation des parties	9
7.2.1 Représentation de l'acheteur	9
7.2.2 Représentation du titulaire	9
ARTICLE 8 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	9
ARTICLE 9 : PÉNALITÉS	10

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU MARCHE	11
10.1 Modification du montant maximum dans la limite de 10%	11
10.1 Modification du montant maximum dans la limite de 50%.....	11
ARTICLE 11 : CONTROLE, ADMISSION DES PRESTATIONS ET GARANTIES .	11
ARTICLE 12 : ASSURANCES	11
ARTICLE 13 : RÉSILIATION.....	12
ARTICLE 13 : DIFFERENDS	13
ARTICLE 14 : DÉROGATIONS.....	13

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location, l'entretien de fontaines à eau reliées au réseau d'eau potable.

Le détail des prestations objet du marché est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Forme et montant du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 du Code de la commande publique.

Le présent marché est conclu à prix unitaires en application de l'article R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bon de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Le montant maximum sur la durée totale du marché est de 140 000 euros HT.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

1.3 Durée du marché

Le marché a une durée de 12 mois à compter du 1^{er} avril 2026.

Il est reconductible tacitement trois (3) fois un an sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

L'acheteur prend par écrit la décision de ne pas reconduire éventuellement le marché. Cette décision devra être notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché. En cas de non-reconduction par l'acheteur, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction, conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique. Les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

1.4 Décomposition du marché

Le marché n'est pas alloti. Le marché n'est pas décomposé en tranches. Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (AE) ;**
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur lors de la remise des offres. Le titulaire déclare bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas joint au dossier ;**
- **Les textes législatifs et réglementaires en vigueur à la signature du marché ;**
- **L'offre technique et financière du titulaire.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés par la Comédie-Française font foi. Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 : PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché peut être conclu avec le titulaire.

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

Les stipulations prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont seules applicables.

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par l'acheteur. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient, le candidat fournit à l'acheteur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le Titulaire du marché et son sous-traitant ;
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;
- Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s) et leur montant ;
- Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

-
Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

ARTICLE 5 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés avoir été établis aux conditions économiques du mois de la date de remise des offres ; ce mois est appelé le « mois zéro ».

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Le prix de la location comprend :

- Les frais liés aux entretiens périodiques prévus tous les 2 mois (soit 6 par an),
- Tous les dépannages et les frais afférents aux déplacements des techniciens,
- Toutes les fournitures et pièces,
- Le prix des consommables liés à l'entretien des fontaines (kits filtres, robinets, réservoirs, câbles électriques, flexibles eau, raccords nécessaires aux branchements des machines etc....),
- La fourniture et la mise en place des carnets sanitaires,
- La fourniture de tous les documents demandés en cours d'exécution (planning, fiches techniques, attestation ACS...)
- L'assurance et la garantie du matériel.

Les prix sont formulés en euros, hors taxes avec indication du taux de taxe à la valeur ajoutée (TVA) applicable. En cas de changement de TVA, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais prétendre que des erreurs ou omissions à l'acte d'engagement fassent l'objet de supplément de prix. Ainsi par l'acceptation du présent marché, le titulaire déclare avoir procédé avant tout commencement d'exécution des prestations, aux vérifications utiles pour évaluer l'importance des demandes. C'est d'après cette évaluation que les prix sont proposés.

5.2 Révision des prix

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

Révision par ajustement pour les prix du BPU et pour les tarifs publics :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ou de la date de remise de l'offre finale après négociation ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix unitaires sont révisibles par ajustement en fonction de l'évolution des conditions économiques. La vérification de l'évolution des prix, lors de la présentation des nouveaux tarifs (catalogues), est faite sur la base du montant total H.T. du BPU. Le titulaire peut donc ajuster de façon différenciée ses prix unitaires. A chaque changement de tarif, le titulaire du marché doit faire parvenir par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse ci-dessous : l'exemplaire du nouveau

BPU, accompagné des nouveaux catalogues de prix, en un (1) exemplaire, avec un préavis de un (1) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. La référence du marché doit être précisée. Le titulaire a également la possibilité de réaliser cet envoi par e-mail avec accusé de réception à la personne en charge du suivi administratif du marché.

La variation résultant de l'application de la formule de révision ne pourra excéder une augmentation maximale de **2 % par période de révision** par rapport au prix initial. Ce plafond s'applique sans remettre en cause le principe de la révision des prix.

5.4 Modalités de règlement

5.4.1 Acomptes et paiements partiels et définitifs

Les acomptes seront versés trimestriellement au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

5.4.2 Contenu des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

Pour les prestations permanentes et ponctuelles, le paiement des sommes dues est effectué après constatation du service fait (prestations réellement effectuées), sur présentation de factures mensuelles établies par le titulaire.

5.4.2.1 Remise de la demande de paiement

Les demandes de paiement sont datées et font apparaître, outre les mentions légales :

- Le numéro et l'objet du présent marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Nom et adresse de la Comédie-Française ;
- Les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement (AE) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le cas échéant, la date et le numéro du bon de commande ;
- Le cas échéant, l'état des prix unitaires applicables aux prestations exécutées ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché hors TVA ;
- Le cas échéant, applications des réductions fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Le montant global HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date et le n° de la facture ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par les sous-traitants, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

5.4.2.2 Facturation électronique

Les factures doivent être transmises à la Comédie-Française, via le **Portail Chorus Pro** de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique et devra être déposée sur le portail **Chorus PRO** avec les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET qui identifiera le « Comédie-Française » en tant que destinataire de la facture 30297714500010 ;
- Le numéro d'engagement

5.4.3 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures.

5.4.4 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

5.4.5 Avance

Le présent marché ne donne pas lieu à des versements à titre d'avance.

ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE

Conformément à l'article R.2162-13 du code de la commande publique, marché s'exécute au moyen d'engagements juridiques validés électroniquement par les responsables désignés par la Comédie-Française ou ses représentants. Les engagements juridiques (bons de commandes) sont émis au fur et à mesure des besoins.

Les engagements juridiques peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée du marché et leur exécution se poursuivre au-delà de la fin du marché et au maximum 6 mois.

Chaque engagement juridique est adressé par courriel ou par courrier. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que tout engagement juridique est bien une première commande et non une confirmation de courriel.

Le titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée. Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants :

- Le numéro du marché ;
- L'identification de l'établissement ;
- La désignation et l'adresse du service émetteur ;
- La référence de l'engagement juridique ;
- L'adresse précise de la facturation ;
- La désignation exacte des prestations ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le nom du signataire électronique.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

7.1 Forme des notifications et informations

Les stipulations prévues à l'article 3.1 du CCAG-FCS sont applicables. La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur lorsqu'elles sont faites par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont adressées aux coordonnées du titulaire figurant à l'Acte d'Engagement ou à celles qu'il a ensuite communiquées pour les recevoir à une autre adresse.

7.2 Représentation des parties

7.2.1 Représentation de l'acheteur

La Comédie-Française est représentée par le chef du service de la maintenance – adjoint à la directrice du bâtiment et des équipements, et chargé de l'exécution du marché.

7.2.2 Représentation du titulaire

Dans un délai maximum de 7 jours suivant la date de notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Notamment redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

ARTICLE 8 : Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit être capable de fournir dès la notification du marché et à tout moment sur simple demande de l'administration, les certifications et agréments du prestataire chargé du traitement des déchets.

Par ailleurs, les performances dans la réduction de la consommation d'énergie, des émissions de polluants atmosphériques des véhicules utilisés dans le cadre des prestations seront déterminantes pour le choix du titulaire, notamment sur la base des moyens techniques réservés à l'exécution du marché.

Le titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre

les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre.

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. – FCS, le présent marché est assorti des pénalités suivantes sur simple constatation d'un manquement contractuel de la part du titulaire et sans mise en demeure préalable.

Le titulaire encourt l'application des pénalités dès le premier euro suivant :

OBJET	Montant des pénalités encourues
Retard de livraison : lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire	<ul style="list-style-type: none"> • de 1 à 5 jours ouvrés de retard : 100€ / jour de retard par fontaine • de 6 à 10 jours ouvrés : 150 € par jour de retard et par fontaine
Retard de livraison commande urgente : lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, dans le cadre d'une commande urgente	Dès le premier jour de retard : 100€ par jour de retard et par fontaine
Non-respect du délai de mise en service des fontaines : (10 jours ouvrés à compter de l'émission du premier bon de commande)	Dès le premier jour de retard : 100€ par jour de retard et par fontaine
Non-transmission des documents suivants : planning d'entretien périodique et fiches techniques des fontaines	Au délai des 24h suivant la dernière installation de fontaine ; le titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour de retard pour la non-transmission du planning d'entretien périodique ainsi que les fiches techniques des fontaines installées.
Non-respect du planning : pour les entretiens obligatoires	En cas de non-respect du planning prévu pour les entretiens obligatoires des fontaines, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard
Non-respect du planning : fin de l'entretien périodique des fontaines 48h après le démarrage des entretiens.	En cas de non-respect du délai de 48h prévu pour effectuer l'entretien périodique de l'ensemble des fontaines, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard
Non-transmission des documents justificatifs du bon déroulement de l'entretien dans les 48h suivant la dernière intervention (bon d'entretien, attestation de conformité des produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection)	Au-delà des 24h suivant la dernière intervention ; le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard de non transmission des documents justificatifs
Retard en cas d'intervention du SAV (maximum 48h après la demande d'intervention)	En cas de non-respect du délai de 48h maximum d'intervention du SAV après la constatation d'une panne, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard et par fontaine.

<u>Non-respect du planning de retrait des fontaines :</u> communiqués par la Comédie-Française	En cas de non-respect du planning de retrait des fontaines communiqués par la Comédie-Française, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard et par fontaine.
<u>Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.</u>	En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU MARCHÉ

A titre liminaire, il est tout d'abord indiqué que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de recourir à toute modification, conventionnelle ou unilatérale¹, du contrat dans les conditions visées à l'article L2194-1 du Code de la commande publique ;
- de recourir à la conclusion d'un nouveau contrat plutôt que de modifier le présent marché public, y compris dans des hypothèses envisagées/autorisées par le contrat.

Les cas de modifications mentionnés aux articles 14.1 et 14.2, motivées sur le fondement des articles R2194-1 et R2194-8 du Code de la commande publique, ne pourront intervenir que dans la limite des dispositions réglementaires applicables en termes de seuil de publicité et/ou de procédure applicables au moment de la passation du contrat.

10.1 Modification du montant maximum dans la limite de 10%

Dans le cas particulier où la somme des bons de commande émis/notifiés atteint le montant maximum initialement prévu par le contrat, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent marché public par modification unilatérale du type « décision de poursuivre » dans la limite de +10% par rapport au montant maximum initial.

10.1 Modification du montant maximum dans la limite de 50%

Par ailleurs, et sous réserve que la modification soit motivée par une simple poursuite de l'exécution des prestations devenue impossible compte tenu de l'atteinte prématurée du montant maximum, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le montant maximum jusqu'à +50% par rapport au montant maximum initial.

ARTICLE 11 : CONTRÔLE, ADMISSION DES PRESTATIONS ET GARANTIES

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG.FCS ; toutefois :

- par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures des opérations de vérification ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant ;
- par dérogation aux articles 28.2§2, 30.1 et 30.2.1§1 dudit CCAG.FCS, les délais mentionnés sont portés à 30 jours.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Le titulaire doit contracter l'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le titulaire.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP si le titulaire ne répond pas à la relance de l'acheteur.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION

L'acheteur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le représentant de l'acheteur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire lorsque ce dernier est soumis au versement de pénalités d'un montant équivalent ou supérieur à 20 % du marché sur l'ensemble de la durée du marché, à la suite de la mauvaise exécution mais également en cas de problèmes répétés sur un site. Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable.

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de quarante-huit (48) heures sans accord préalable du représentant du site et/ ou de l'acheteur, le représentant de l'acheteur pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolonge pendant plus de sept (7) jours calendaires à compter de la mise en demeure, le représentant de l'acheteur peut de plein droit exiger la résiliation pleine ou partielle du marché.

En cas de retard du prestataire notamment pour la planification des interventions réglementaires, ou de retard récurrent, l'acheteur se réserve la possibilité sans mise en demeure préalable, de résilier pour faute.

Outre l'absence de remise d'attestation d'assurance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dont sera titulaire l'entreprise si elle n'exécute pas son marché dans les conditions prévues aux pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 42§1 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général est, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans

des conditions similaires à celles fixées à l'article 42§2 du CCAG-FCS, prononcée sans aucune autre forme d'indemnité. Cette résiliation pour motif d'intérêt général ne donne donc pas lieu à quelque indemnisation de résiliation forfaitaire et/ou automatique que ce soit.

ARTICLE 13 : DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, cette lettre doit être communiquée à l'acheteur dans le délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. L'acheteur, ou le titulaire, peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 : DÉROGATIONS

Objet	CCAP	CCAG-FCS
Pièces contractuelles	2	4
Révision des prix	5.2	10.2.4
Pénalités de retard	9	27 et 28
décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet	11	30
Assurances	15	9.2
Résiliation	13	41.2